Transport routier & logistique : grand lessivage de printemps

Après l'annonce des PSE de Total et de DIM, ça n'aura échappé à personne qu'après la déconfiture des négociations de branche dans le Transport routier de marchandises (TRM) en mars, dernièrement les annonces de gros plans sociaux dans les entreprises de transport et de logistique sont pléthore !

Après les 2500 emplois liquidés l'année dernière chez Mory Ducros, les organisations syndicales de MoryGlobal ont cette fois-ci signé un accord sur le projet de plan de sauvegarde de l'emploi le 13 avril, à l'issue d'une réunion au Ministère des transports. Les 2138 licenciements seront notifiés le 27 avril, signant ainsi l'arrêt de mort de l'entreprise Mory, un des plus vieux transporteur du pays, pour le plus grand bonheur de ses actionnaires.

Ce fut ensuite à Gefco de défrayer la chronique de la misère ordinaire en confirmant mardi dernier qu'elle étudiait la suppression de 530 postes, soit plus de 10% de ses effectifs dans l'Hexagone. Gefco, qui emploie plus de 4000 salariés, est un nom connu en France, notamment pour ses wagons bleus à l'estampille jaune remplis de voitures neuves. C'est en effet l'ex filiale spécialisée dans la logistique automobile de PSA Peugeot Citroën. Le constructeur auto a cédé, fin 2012, 75% de son capital aux chemins de fer russes (RZD) pour 800 millions d'euros tout en conservant une participation minoritaire de 25%. Et un rôle de principal client...

L'autre coup dur de la semaine, ce sont aussi les infos qui ont fuité du Comité central d'entreprise du groupe Intermarché le 16 avril. 4000 licenciements prévus, 600 suppressions de postes sur 6 bases logistique en France, ces chiffres interpellent. Ce CCE était réuni pour faire le point sur le plan de transformation logistique entamé depuis 2012 et qui sera achevé en 2018. Bien sûr, la direction dément ces chiffres... mais sans pour autant avancer de données précises pour les contredire.

Enfin, dans le cadre de son plan de continuation, les Transports Bomex à Ancenis (44) viennent d'obtenir l'autorisation de réduire leurs effectifs. Le PSE va supprimer 115 postes, répartis sur toutes les 8 agences françaises.

Il y a fort à parier que ce n'est qu'un début tant la concurrence bat son plein dans ce secteur clé de l'industrie et des services. Mais les grands capitalistes du transport et de la logistique sortiront toujours leur épingle du jeu puisque ce sont eux qui l'organisent, toujours sur notre dos. Les socialistes se sont alignés sur le patronat en appelant de

leurs vœux la création du statut commun de conducteur européen qui pourrait être créé dans les cinq ans. Il ferait converger les conditions fiscales, sociales et réglementaires. Mais pas question toutefois d'aligner ce standard sur le modèle français, jugent les entreprises. *« Il faudrait surtout harmoniser le temps de travail »*, disent-elles, donc dégommer les 35 heures… ça tombe bien : les prochaines « réformes » arrivent à grands pas !

Damien Lanchron, le 21 avril 2015